

Scannez ce QR code
pour découvrir
nos contenus digitaux
sur paris-normandie.fr

Édition Rouen Métropole



Avec ce journal Retrouvez nos suppléments Grand Angle, Diverto et Version Femina

Normandie

L'ÉTÉ 36, L'ÉTÉ DES PREMIERS CONGÉS PAYÉS

Des luttes sociales dans les usines du Havre à l'accueil des ouvriers en vacances à Dieppe, retour sur l'été 1936. 90 ans après la création de deux semaines de congés payés, que reste-t-il de cette période ? **Dossier à lire dans notre supplément Grand Angle**

Football

Ce FCR-là
semble
avoir
de beaux



Rouen

Les
conciergeries
pour Airbnb
viennent

Portrait

Esteban Ocon, un
pilote sous-estimé
malgré 10 ans sur
les circuits de F1
Dans notre





© 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024

L'été 1936, l'année où les classes populaires normandes ont fait l'apprentissage des congés payés



Fin juin 1936, la classe ouvrière sort lésivée de mois de conflits sociaux. Mais à la clé, quinze jours de congés payés. D'abord timorés, les ouvriers vont vite prendre le pli des vacances à la mer et mettent le cap sur la côte normande.



Danièle Rimont
Journaliste
à l'été de la Normandie



Patricia Llanet
Journaliste
à l'été de la Normandie



Barbara Huet
Journaliste
à l'été de la Normandie

Une le suite du dossier
en page suivante



10

PARIS NORMANDIE
Samedi 22 août 2020

LE DOSSIER

Qui pense que les congés payés sont une proposition politique se fourvoie, comme les personnes s'imaginent qu'il s'agit d'une initiative française. Ils existaient déjà en Allemagne et dans différents pays de l'Europe centrale. Donc, on ne peut pas considérer que la France a été absolument pionnière, déclare Lucienne Santigny, historienne et ancienne maîtresse de conférence en histoire contemporaine à l'université de Rouen Normandie. Bien avant le Front populaire en 1936, des congés payés étaient déjà octroyés dans certains domaines comme la banque ou quelques secteurs de la fonction publique.

Le patronat a la dent dure

Dans son ouvrage, *La bourse ou la vie. Le Front populaire, une histoire pour aujourd'hui*, sorti en mars 2020 aux éditions La Découverte, elle revient sur ce tournant social. « Parce que c'est multiséculaire le fait qu'on n'est pas payé quand on ne travaille pas », dit-elle, la mise en œuvre de cette réforme va parfois être longue et compliquée. Certains employeurs ne voulaient pas hésiter à contester la loi pour échapper aux congés payés. « Ce que j'ai découvert, c'est qu'il y avait des patrons qui horriblaient leurs salariés pour les empêcher juste après, ce qui leur faisait d'appliquer les nouvelles conventions collectives et en particulier les congés payés. » De plus, l'octroi des deux semaines de congés payés est conditionné. Et ces conditions, à l'époque, sont un véritable frein pour beaucoup de travailleurs. « Il faut avoir un an d'ancienneté pour avoir deux semaines de congés payés et six mois pour une semaine. » Or, dans les années 1930, la France connaît une crise importante. Elle fait suite au krach boursier de 1929 aux États-Unis. « Donc il y a beaucoup de licenciements et de chômage. De ce fait, les gens pouvaient s'employer pour des périodes assez courtes. Il y a donc un turnover au sens où il y a une rotation des gens dans leur emploi, sur leur poste de travail. Par ailleurs, et là c'est encore plus grave parce que c'est toujours cette question du rapport de force social, c'est que des employeurs ont licencié des gens à l'issue des grèves de mai et juin. » Et ces derniers peinent à retrouver un emploi.

« On prend du repos, on prend du temps pour soi »

Malgré tout, beaucoup de salariés vont profiter de cette grande avancée sociale. « Ce n'est pas parce qu'on a un congé qu'on part nécessairement en vacances. On profite d'un temps libre et c'est déjà énorme. Toute une éducation à faire : « Pour se détendre, pour se reposer, ça apparaît déjà extraordinaire de le faire. On peut aussi, par exemple quand on habite en ville, se rendre dans son village natal, pas forcément très loin. Beaucoup de gens venaient de la campagne et étaient embauchés dans les usines en ville. Ceux-là pouvaient retourner voir leur famille à la campagne. En tout cas, on prend du repos, on prend du temps pour soi. »

Les plages sont tout de même très convoitées par ces nouveaux « vacanciers ». Pour faciliter leur accès, « il y a des négociations du gouvernement avec les

propriétaires des bords de mer ». Ce sont les « billets populaires de congés annuels ». Effectivement, la SNCF ne sera créée que l'année suivante. En 1936, il n'existe que des compagnies privées. Cependant, la difficulté financière d'ailleurs. « C'est quand même assez compliqué d'obtenir ces billets, il ne faut pas d'aller au guichet pour avoir 40 % de réduction. En fait, il faut vraiment s'y prendre à l'avance, demander à son employeur un coupon. Il y a des conditions assez drastiques pour obtenir ces billets. » Parmi lesquelles : rester au minimum cinq jours sur place.

Inventer les vacances

Mais ce frein n'atteint pas la motivation des classes populaires. Les trains bondés à destination de la côte normande sont une réalité. « On connaît les belles images de nos premières vacances, qui sont très fortes, il ne s'agit pas du tout de nier cela. Ça a été un moment extraordinaire de bonheur, de bien-être, le sentiment du bonheur. C'est été 1936 de ce point de vue, il est assez exceptionnel. Une parenthèse enchantée, avec le sentiment qu'on vivait une vie meilleure. »

« J'ai le grand regret de vous faire connaître que je ne vois aucun emplacement susceptible d'être utilisé. »

Maire de Dieppe (1936)

« C'est vrai qu'il y a plus de gens qui partent en vacances, mais ce n'est pas encore un phénomène de masse », relativise Eliza Marobelli, maîtresse de conférences à l'université de Rouen Normandie. Selon les statistiques de l'époque, « nous passons de 10 000 nuitées en auberge de jeunesse en 1935 à 26 000 en 1936 », à l'échelle de la France. Puis, les salariés peinent les vacances plutôt à la journée. « Ils la passent à la guinguette ou le long des friches pour une baignade. Ils ne pensent pas aux vacances comme on peut le faire aujourd'hui. » D'ailleurs, en 1938, « vers la fin du Front populaire, le gouvernement va mettre en place le billet de train : bon dimanche. Et surtout, en 1936, « les gens ont du mal à comprendre qu'ils vont être payés sans travailler. Beaucoup hésitent à partir par crainte de ne pas retrouver leur travail. » Effectivement, Dieppe, l'un des bords de mer les plus proches de la capitale et desservi par les chemins de fer de Normandie, ne connaît pas un afflux historique.

« Je dirais, la première année 1936, ça ne se vérifie pas forcément. Il y a toujours les affiches qui font la promotion de la plage de Dieppe, il y a moins de deux heures de Paris. Mais elles sont antérieures à 1936 » et s'adressent aux « touristes plus aisés qui continuent d'arriver », rappelle Céline Pierron, responsable du fonds patrimonial à la mairie de Dieppe.

Une organisation chaotique à Dieppe

Car une fois sur place, l'offre d'hébergement non marché reste encore limitée : petite auberge, hôtels, camping sauvage. D'ailleurs, en 1936, Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux sports et à l'organisation des loisirs, écrit aux préfets, dont celui de la Seine-Inférieure le 27 juin (une semaine après le vote de la loi) : « Le nombre de campeurs est en progression

« Il y a des négociations du gouvernement avec les compagnies de chemin de fer privées pour avoir des billets moins chers. »

à pratiquer le camping faute de connaître les lieux de haltes possibles. J'ai donc l'honneur de vous demander de vouloir bien faire procéder d'urgence dans votre département au recensement des terrains communaux et départementaux qui pourraient être mis à la disposition des campeurs. »

« Et le 6 juillet, le maire de Dieppe répond : J'ai le grand regret de vous faire connaître que je ne vois aucun emplacement susceptible d'être utilisé. » Il n'y a pas de camping à Dieppe. « Il n'y avait pas de terrain vague qui aurait pu servir. Ou alors pas de réflexion, en tout cas engagée à l'époque, sur comment est-ce qu'on aménage des espaces laissés vides pour des campeurs éventuels. » Cela viendra dans les années suivantes. Ces échanges entre Léo Lagrange et les préfets montrent l'impréparation du gouvernement : d'une occasion à l'autre.

veille loi. Elle est votée le 20 juin pour des premiers départs début

Des vacances à la journée

Les classes populaires vont pourtant à leur premier bain de mer, on constate davantage un côté spontané vraiment des gens du coin, en de la Seine-Inférieure, qui viennent pour passer une journée, comme

Photothèque IHS CGT.
Premier train des congés payés.

Premiers bains de mer au Havre. Photo Cie Caucraville

son vélo, son tandem, et on part en famille ou avec des amis au bord de la mer. » Et si d'aventure, certains tentent de prolonger leur séjour, le système D est de rigueur. Des vacanciers démunis passent alors la nuit dans les wagons des trains stationnés en gare. C'est ce que stipule la presse

L'ignorance des bains

début du XX^e siècle. En 1936, la Seine-Inférieure en compte trois : « à Dieppe, Mers-les-Bains et Saint-Valéry-en-Caux ». Il faudra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale et surtout les années 1970 pour qu'ils se généralisent.

« J'espère vraiment qu'il est lancé grâce à l'action gouvernementale. Elle portera ses fruits les années suivantes. Avec des réflexions locales sur comment aménager l'espace et comment accueillir toutes les bourses. » Au Tréport, Dany Laurent, historien local, tempore également le succès de l'été

Le mouvement des voyageurs pendant les fêtes du 15 août

Pendant les fêtes du 15 août, le mouvement des voyageurs à la gare de Dieppe a été très important comparativement à l'année dernière. On a enregistré une différence plus de 5,621 voyageurs. Voici du reste les chiffres pour les deux années des arrivées et des départs réunis.

	1936	1937
14 août	7.776	9.051
15 —	18.961	15.693
16 —	21.224	21.438
17 —	8.499	12.899
Soit au total	56.460	pour 1937
et 62.081		

Tandem pendant les congés payés.
Photothèque IHS CGT.

succès : « Des gens qui vont à la place de Rouen, mais pas loin. C'était surtout des classes moyennes basses, on a la généralisation des congés payés par branches. Mais dans cer-

« Il y avait déjà des accords »
La station balnéaire avait déjà opéré une mue pour les accueillir. Bien que l'époque soit mal renseignée, il est fort probable que les premiers vacanciers étaient hébergés chez l'habitant. « Comme dans le quartier des Cordiers, au Tréport, où durant la saison estivale les pêcheurs descendent vivre dans leur cove pour louer le reste de la maison. » Il faut attendre 1937 pour que les ouvriers défilent sur la plage.

« Se mettre en maillot de bain, profiter de la mer, tout ça n'a rien d'évident. Il y a un apprentissage social et collectif du rapport au corps dans ces vacances nouvelles ».

« Il y a déjà les hôtels qui vont se démocratiser un peu. Mais ce sont surtout les structures collectives de style auberges de jeunesse, mais en plus par les Lagrange à partir de 1910-1912, qui vont permettre le développement du tourisme balnéaire. » De ce fait, les campeurs investissent les terrains libres, « sur les falaises, dans les champs, dans les prés, pas loin de l'hôtel Irusson. »

Une fois sur la plage, « il faut s'adapter aux normes qui sont plutôt dictées par une certaine bourgeoisie », celle qui avait l'habitude des bains de mer. « Se mettre en maillot de bain, profiter de la mer, tout ça n'a rien d'évident. Il y a un apprentissage social et collectif du rapport au corps dans ces vacances nouvelles », abonde Ludovine Bantigny.

Impressionnés par la marée

Avant 1936, la gent féminine de l'aristocratie arbore des maillots de bain très couvrants, jusqu'aux genoux. L'arrivée des classes populaires révolutionne la tenue de bain. Les nouvelles matières, plus moulantes, font leur apparition sur les plages. Tout comme le maillot deux-pièces. Composé d'une culotte taille haute qui couvre le nombril (jugé trop érotique à l'époque) et d'un soutien-gorge, il fait fureur sur la côte normande. Il sera détrôné en 1946 par le bikini, inventé par Louis Réard, ingénieur automobile français.

Cependant, en 1936, beaucoup découvrent la mer pour la première fois. « Les gens mettent les pieds dans l'eau de mer. Ils ne connaissent pas le phénomène des marées et sont impressionnés par la mer qui se retire... », continue Dany Laurent. L'apprentissage de l'auto-éducation prendra encore quelques années. La Seconde Guerre mondiale va donner un coup de frein à cette impulsion, tout comme les restrictions qui vont suivre. Il faudra attendre les années 1950 pour que le tourisme de masse se développe, notamment grâce à l'automobile. ● D.B.



Les ouvriers de Bréguet manifestent place de l'Hôtel de ville au Havre.
Collection M.P. Saurier



Explosion de grèves en Normandie

« Le mouvement chez Bréguet va faire tâche d'huile, il prend partout », remarque Jacques Defortescu, l'ancien secrétaire général de l'union des syndicats du Havre et conseiller municipal entre 1989 et 1995.

La victoire dans l'usine havraise va être suivie par de nombreuses grèves pour des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. D'abord dans l'agglomération dans la métallurgie et les usines de produits chimiques, avec dès le 22 mai 1936 une occupation à la raffinerie de Gonfreville-D'Écher et le 6 juin à la CEM (compagnie électro-mécanique).

Avant le 30 juin à l'usine Schneider d'Harfleur. Les ouvriers du port, du bois, de bureau, du tramway sont gagnés par les revendications sociales. Les employés de Prunier, les garçons de café et les restaurants

prennent le relais. L'union locale CGT qui comptait 13 000 adhérents début 1936 en compte 55 000 en juillet.

L'agglomération de Rouen va connaître à partir du 3 juin de nombreuses occupations d'usines : chez Saint-Gobain à Grand-Quevilly et Malet.

Le 5 juin, une cinquantaine d'entreprises sont occupées par près de 16 000 grévistes. Les 1400 dockers du port de Rouen, l'un des plus importants du pays, décident la grève sur place le 8 juin. L'activité est totalement paralysée pour la première fois.

Le 14 juin, un grand rassemblement réunit 40 000 personnes sur la place de l'hôtel de ville de Rouen, en signe de soutien au Front populaire. ● P.L.

Le 14 juin 1936, un rassemblement de 40 000 personnes, place de l'hôtel de ville à Rouen, en soutien du gouvernement du Front populaire.
Collection Guy Pessiot

LES ACQUIS AU FIL DU TEMPS

Si le gouvernement du Front populaire de Léon Blum de 1936 vote la loi historique du 20 juin qui offre deux semaines de vacances payées aux salariés, un décret de Napoléon III de 1853 donne des congés payés de quinze jours, mais seulement pour les fonctionnaires. Et fait rare : quelques entreprises privées ou des conventions locales donnent des jours de repos payés.

Sous le gouvernement de Guy Mollet, les congés payés passent à trois semaines en 1956, avant quatre en 1969. C'est sous la présidence de François Mitterrand, en 1982, que les vacances sont fixées à cinq semaines. C'est un droit légal universel à raison de 2,5 jours ouvrables par mois.

À l'inverse, les RTT (Réduction du temps de travail) ne sont pas dans le Code du travail : ce sont des jours de repos compensant les heures travaillées au-delà de 35 heures (souvent 37 heures, 39 heures ou en forfait-jours) fixés par un accord d'entreprise.

L'apparition des RTT date des lois Aubry de 1998 et 2000, sous le gouvernement de Lionel Jospin, alors en période de cohabitation avec le président de la République de l'époque, Jacques Chirac. EXERCICE tag with dummy text.

Le Havre, ville pionnière du mouvement social parti de l'usine Breguet

En 1936, Le Havre est traversé par des centaines d'usines depuis le front de mer jusqu'à la sortie de la ville. Ville industrielle et ouvrière, elle sent la sueur et le travail des hommes, essentiellement.

Malgré tout, le chômage cogne dur avec près de 50 % dans certaines entreprises comme aux Corderies de la Seine ou 40 % aux Tréfileries et laminiers du Havre (TLH), qui a produit de la fin du 19^e siècle jusqu'en 1983, des fils de cuivre, d'aluminium, d'alliages divers.

La cité maritime traîne déjà derrière elle une légendaire réputation de ville rebelle, qui lutte et ne se laisse pas faire. En 1922, les métallurgistes havrais font grève pendant 110 jours. Début 1936, les travailleurs des chantiers du Havre mettent bas les marteaux, imitant leurs camarades des Chantiers de Saint-Nazaire qui défendent déjà leur pouvoir d'achat.

« Devant « l'intransigeance du patronat », les machines s'arrêtent. »

Une dizaine de jours de grève, et finalement des revendications qui aboutissent. Le lundi 11 mai, c'est un autre type de mouvement, l'occupation d'un lieu de travail qui se dessine. Pour la première fois, « dans l'histoire des luttes sociales françaises », comme l'écrit Yannick Marec, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen dans « 1936, ils ont osé, ils ont gagné », une parution de l'Institut d'histoire sociale de Seine-Maritime publiée à l'occasion des 70 ans des grèves. « C'est un caractère novateur qui devait avoir un effet d'entraînement considérable au niveau national. »

Une dimension pionnière partie de l'entreprise d'aviation Bréguet, lancée six ans auparavant. Dans cette usine située au pont VII, dans les quartiers sud du Havre, qui produit des hydravions destinés à l'aviation militaire, 850 salariés travaillent - dont 600 ouvriers - dans des bureaux d'études, des ateliers de tôlerie, de fonderie, d'entoilage également avec une proportion de femmes.

Louis Eudier, grimpé sur sa moto, réussit à convaincre les travailleurs de rejoindre ceux qui participent au meeting à Franklin avant de défilent dans les rues du Havre. C'est le 1^{er} mai qui n'est pas encore un jour férié.

Né en 1903 au Havre, ce charpentier du marine et métallurgiste, élu secrétaire du syndicat CGTU des métaux du Havre au cours de l'été 1930, en impose. Jacques Defortescu, membre du bureau de l'union locale CGT du Havre, chargé de la commission des jeunes se souvient l'avoir rencontré à cette époque. « J'avais 21 ans, je le voyais tous les jours dans les locaux. C'était un sacré personnage. Il avait la réputation d'avoir été un grand bagarreur. Il avait été déporté à Auschwitz et ne parlait que de ça », précise celui qui a travaillé aux TLH de 1964 à 1983. Pourtant Louis Eudier, l'ancien résistant, adjoint au maire du Havre chargé de la Reconstruction (1956-1983) et député (1956-1958) a laissé une trace historique en cette année 1936. C'est lui qui va

Les ouvriers de Bréguet défilent au Havre avec des pancartes qui exigent la première occupation d'usine en France. Photothèque Institut d'histoire sociale - CGT. Montreuil 93

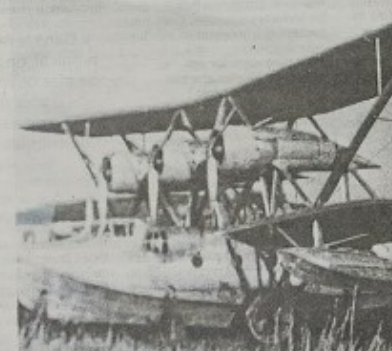


demandeur une entrevue avec la direction de Bréguet après le licenciement de Friboulet et Vachon. Ces deux ouvriers sont sanctionnés sur la quinzaine de grévistes qui ont participé au 1^{er} mai. Leur absence vaut rupture de leur contrat de travail.

« Il faut dire que dans cette entreprise, les fascistes ont pignon sur rue ! Le chef du person-

« Louis Eudier était un sacré personnage. Il avait la réputation d'avoir été un grand bagarreur. »

Jacques Defortescu
ancien secrétaire général
de l'union des syndicats du Havre



Le prototype 730 Bréguet, fierté de la direction, très protégé par les grévistes qui l'ont pris en otage. Collection A. Perrot

nef, un dénommé Gazou (NDLR : souvent mal orthographié, il s'agit de Gazou en réalité, membre des Croix-de-feu) est un diffuseur du journal fasciste Le National. Adrien Friboulet avait refusé de l'acheter, parce que contraire à ses convictions. Gazou le licencie (...) » écrit Jacques Defortescu, ancien secrétaire général de l'union des syndicats du Havre (1984-1997), pour le bulletin du Centre havrais de recherche historique (CHRH) dont il est l'archiviste.

Le lundi 4 mai 1936, un refus catégorique de recevoir « un quelconque représentant syndical » tombe. Une décision radicale arrive, celle d'occuper l'usine pour faire plier la di-

rection de Bréguet. Dans la besace des « camarades », un moyen de pression radical : le prototype 730, un hydravion en essai statique, fleuron de l'entreprise et fierté du patron. La menace claire se propage : « les grévistes se réfugieront dedans si les forces policières veulent faire évacuer les travailleurs. » L'action d'occupation est réfléchie, préparée minutieusement pendant une semaine sous la houlette de Louis Eudier.

Le lundi 11 mai, devant « l'intransigeance du patronat », les machines s'arrêtent. Silence total et impressionnant. Portes barricadées,

piquet de grève, rite s'organise. pas loin. L'arbitrage du du Havre Léon Eudier. Après une réunion le 13 mai 1936 au soir sont réintégré le chef du personnel en deux jours, d'une défection France. ● P.

90 ans de congés payés : « Il n'y a jamais d'acquis sociaux définitifs »

Des premières grèves de 1936, à l'héritage de ce mouvement social inédit en France, le président de l'Institut CGT d'histoire sociale de la Seine-Maritime, Jacky Maussion, nous livre son regard d'historien et de militant.



Jacky Maussion
président de l'Institut
d'histoire sociale de la CGT
de Seine-Maritime

Quelles images fortes viennent à l'esprit lorsque l'on évoque 1936 ?

Jacky Maussion : « L'invasion des plages, les gens partant en vacances, la bonne humeur au sein des usines en grève, transformées en guinguettes... On a tous ces images d'épinal dans la tête. Cependant, il ne s'agissait pas d'une grève générale – les services publics n'avaient pas cessé le travail – plutôt d'un foisonnement. Des

« Le résultat de 1936 tient à la convergence entre la victoire électorale de la gauche et le mouvement social. »

usines s'engageaient dans le mouvement, obtenaient satisfaction, reprenaient le travail. Dans le même temps, d'autres dégrajaient... C'était un foisonnement extrêmement important de grèves. »

Malgré la perte de salaire pour les ouvriers, peut-on dire que le mouvement se répand comme une trainée de poudre ?

« Ce foisonnement de grèves, cette lame de fond qui va envahir la France, souvent dans la joie et la fierté de retrouver une dignité, c'est ce que l'on retient de 1936. On assiste à un mouvement social massif qui concerne quasiment toute l'industrie. Une véritable lame de fond avec occupation

d'usines. Une première en France, partie du Havre... »

« Cette méthode de lutte était, pour nous, totalement inédite. Il y avait eu deux précédents, en Pologne et en Belgique mais qui s'étaient très mal terminés. En France, l'occupation était considérée comme une atteinte à la propriété privée, donc un moyen illégal, dangereux, inimaginable à l'époque. La première occupation a eu lieu à l'usine Briquet du Havre et s'est étendue au niveau national. »

Comment expliquer la victoire éclatante des grévistes ?

« Le résultat de 1936 tient à la convergence entre la victoire électorale de la gauche et le mouvement social. Le Front populaire gagne les élections législatives le 3 mai 1936. Les grèves éclatent dans les semaines suivantes, entre cette élection et le moment où est composé le gouvernement. »

Pour bien rappeler aux nouveaux élus les attentes sociales des électeurs ?

« Rappelons que le Front populaire est un front antifaïstiste. Pour gagner, une coalition communiste, socialiste, avec les radicaux, est indispensable. Les radicaux étant, à l'époque, ce que seraient aujourd'hui les socialistes de droite (la sociale-démocratie). L'essentiel est alors de défendre la République, mais le programme social est minimaliste. Il n'y a pas les congés payés dans le programme du Front populaire. Ni les 40 heures par semaine. Le mouvement social va tout changer et permettre les acquis sociaux. Mais évidemment, pour que ces acquis se mettent en place, il faut un gouvernement qui soit sur la même longueur d'onde. Qu'il y ait cette concordance entre les objectifs du mouvement social et le pouvoir en place. »

Et l'héritage est colossal...

« Les avancées sociales de 1936 ont laissé de belles traces dans la mémoire collective. Il suffit de parler des congés payés mais il n'y a pas eu que cela. On peut citer la réduction du temps de travail avec la loi sur les 40 heures, l'augmentation des salaires, les conventions collectives... Ces conventions ont fait l'objet de négociations par

branches d'industries. Les minimaux salariaux sont fixés. Si le résultat d'une négociation d'entreprise va au-delà, pas de problème. S'il est en deçà, c'est la loi qui prime. La réforme du Code du travail, avec la loi El Khomri, en 2016, a touché à ce principe. Ce que l'on appelle « l'inversion de la hiérarchie des normes », c'est un acquis de 1936 qui a été remis en cause. »

Vous dites, justement que rien n'est acquis... ?

« Il n'y a jamais d'acquis sociaux définitifs. Jamais ! Dans le mouvement syndical, on a l'habitude de dire qu'il ne faut pas parler d'acquis sociaux, mais de conquêtes sociales. Ce n'est pas la même chose : on arrive à conquérir une avancée sociale, mais elle n'est pas acquise pour autant. Le temps de travail est continuellement au centre des débats, avec la remise en cause des 35

« Dans le mouvement syndical, on a l'habitude de dire qu'il ne faut pas parler d'acquis sociaux, mais de conquêtes sociales. »

Jacky Maussion
président de l'Institut d'histoire
sociale de la CGT
de Seine-Maritime

heures, la remise en cause de jours fériés, la remise en cause de la cinquième semaine de congés payés... Au prétexte que le pouvoir d'achat n'est pas assez élevé, il y a toujours cette proposition de travailler plus sans augmenter les salaires ! Ce n'est pas nouveau, depuis les débuts du mouvement ouvrier, le temps de travail fait l'objet de conflits, de manifestations... L'origine du 1er mai, il y a plus de 120 ans, était liée à la revendication des 8 heures de travail par jour. La répartition entre le travail et le capital est aussi un souci constant. La lutte du mouvement ouvrier a toujours eu comme moteur une meilleure répartition des bénéfices, des profits. Aujourd'hui, la part qui revient au travail a tendance à diminuer par rapport à la part du capital. Elle était proportionnellement plus importante en



1936 ! La lutte du mouvement ouvrier est toujours axée sur cette question de remise à l'équilibre. Mais il faut, selon vous, toujours y croire ?

« La plus belle façon de rester fidèle à 1936, c'est de continuer à se battre et à demander de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires. Aujourd'hui, on sait que c'est possible, même si on nous répète le contraire à longueur de journée. Actuellement, les profits sont nettement supérieurs à ceux qui existaient à l'époque. 1936 apporte la démonstration qu'il est possible de changer les choses. On a la capacité, lorsque l'on agit sur le plan des revendications et qu'il y a convergence avec le politique, de vivre mieux. Il n'y a pas de fatalité du malheur : on peut faire autrement ! L'utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain. C'est la grande leçon de 1936. À l'époque, concevoir que le patron accepterait, avec les congés, de vous payer à rien faire était impensable. Et l'impossible est devenu réalité. Rien n'est impossible. À partir du moment où l'on milite... On est un peu des engagés de l'espoir. » ■ B. H.



1936 est aussi synonyme de déplacements en train. On se rue sur les billets de train, en particulier. Archives AFP

Les ouvriers de Renault en grève en 1936 pour obtenir de meilleures conditions de travail. Archives AFP



« Un moment pour décompresser, un droit qu'il ne faut pas perdre »

Devant la cathédrale de Rouen, près de la plage et à la gare du Havre, Normands et touristes profitent de leurs vacances. Quatre-vingt-dix ans après l'instauration des congés payés en 1936, que représentent-ils encore aujourd'hui ? Témoignages enthousiastes.



Claire et Bruno, rencontrés à l'office de tourisme du Havre : « Cet acquis des congés payés, il ne faut pas le perdre ! »

En plein été, les congés payés ont un parfum de liberté, même 90 ans après leur création avec la loi du 20 juin 1936. Pour les Normands comme pour les touristes rencontrés, ils restent avant tout une parenthèse pour souffler. Sabine et Isabelle, 56 et 58 ans, amies d'enfance venues de Dijon pour trois jours à Rouen, savourent leur visite : « Les congés permettent de profiter, de découvrir le pays, de s'évader », résume Isabelle, qui se souvient des vacances passées enfant chez son oncle à La Baule. Pour Sabine, professeure de mathématiques, ils sont avant tout « un temps pour décompresser, prendre du temps pour soi », avec la sécurité d'être rémunérée.

Même si dans l'enseignement, les vacances ne sont pas rémunérées comme dans le secteur privé. Les profs titulaires ne bénéficient pas de congés payés au sens du Code du travail. Ils perçoivent un traitement indiciaire continu versé chaque mois de l'année, y compris pendant les vacances d'été, sans qu'il s'agisse d'un salaire lissé. « C'est réparti de manière égale en 12 mensualités », précise Claire, 62 ans, enseignante dans l'Aveyron, rencontrée à l'office de tourisme du Havre. Avec son compagnon Bruno, commerçant, ils randonnent jusqu'à Cherbourg en partant des Hauts-de-France. Elle sera en retraite en 2027.

À 62 ans, lui a mis un terme à sa carrière dans le commerce. « Quand on est indépendant, on ne pense pas vacances de la même façon. D'ailleurs, on ne partait pas souvent ensemble, cela va changer. » En tout cas, tous les deux le disent, cet acquis, il faut le garder. « Il ne faut pas le perdre. Les combats sociaux servent à de meilleures conditions de vie. »

« Mes parents trouvaient que c'était une révolution »

Issu d'une famille d'ouvriers, Olivier, 61 ans, plombier chauffagiste profite de quelques jours à Rouen avec ses deux petits-enfants. Il garde en mémoire les départs vers Dieppe ou Becc : « Ça a changé beaucoup de choses dans nos vies », estime-t-il, déjà tourné vers une retraite qu'il compte partager avec ses proches. « Mes parents trouvaient que c'était une révolution, et le nombre de jours de congé augmentait de plus en plus, c'était enfin du repos pour eux et ils consacraient plus de temps pour mes frères et moi. »

À la gare du Havre, en ce début d'après-midi de début d'août, les voyageurs se croisent. Jérôme, un quadra en shorts, valise à la main part seul rejoindre des amis à Nantes. Médecin hospitalier dans la région, il s'accorde « enfin du temps avec des vrais congés payés. J'ai longtemps été remplaçant en libéral, les vacances doivent s'organiser sans rémuné-

ration et depuis que le public, j'ai droit sans penser à la loi qui change tout ! Le Havre, ils sont cong'payés », cong'payés, cong'payés, en salariale du privé, vacances dans sa « Je reconnais que nombre de jours de RTT en signant ma merci mes aînés, c'est appréciable. Jérôme, employé et originaire de connaît que l'évoque pas grand Arthur, pense à populaire étudié toire. Une preuve cennies plus t payés apparten et au quotidien » Paul Gaudin avec